

Ingénieurs informatiques

L'exode des cerveaux continue

■ Ils sont entre 50 et 100 à quitter le pays chaque mois selon l'Apebi

■ Des projets innovants, une gestion RH modernisée et des formations pour les retenir

■ Régionaliser, pour équilibrer l'offre dans tout le pays.

LES informaticiens se font rares sur le marché. Alors que le pays accueille des projets internationaux de grande envergure, le déficit en compétences qualifiées se fait sentir. Cette panne d'ingénieurs informatiques est principalement due à leur expatriation. Très souvent, des cabinets étrangers, notamment français et émiratis, viennent au Maroc pour des recrutements en masse. «Ils sont entre 50 et 100 à quitter le pays chaque mois. C'est un phénomène cyclique, et en ce moment, nous vivons le pic de l'exode des compétences», souligne Youssef El Alaoui, vice-président de l'Apebi (Fédération des technologies de l'information, des télécommunications et de l'offshoring), et cofondateur de Mobiblanc. Les candidats sélectionnés parviennent à obtenir leurs papiers en moins d'un mois, grâce aux facilités de visa qui leurs sont accordées. «Cette crise nous fait perdre beaucoup de nos ressources humaines et nous décrédibilise auprès des donneurs d'ordre, notamment, l'Etat», déplore Youssef El Alaoui.

Ils partent pour bénéficier de conditions de travail plus favorables, mais aussi pour gagner en expérience et faire grimper leur salaire. «Il faut également souligner que les Marocains ont cette obsession de partir à l'étranger. Pour eux, c'est un signe de réussite sociale», souligne Ismail Ghorafi, directeur de zone Adecco Maroc, filiale du groupe suisse,



«Il faut inciter les entreprises à s'installer dans des villes comme Oujda, Fès, Agadir... où ils pourront recruter de jeunes profils avec des rémunérations attractives», insiste Saloua Karkri-Belkeziz, présidente de l'Apebi (Fédération des technologies de l'information, des télécommunications et de l'offshoring) (Ph. L'Economiste)



leader dans le travail temporaire. A leur retour, ces profils arrivent à décrocher rapidement des postes de responsabilité. «Pour le recruteur, ces personnes ont travaillé avec certains standards, qu'elles seront à même de reproduire ici. D'autant plus que les entreprises recherchent des profils expérimentés, capables de travailler directement sur des projets», précise Ghorafi.

De meilleures conditions de vie et de nombreux avantages sont accordés à ces informaticiens. Mais pour Ismail Ghorafi, la raison qui les pousse à s'expatrier est

tout d'abord pécuniaire. «Je suis certain que si les entreprises locales leur proposaient une rémunération similaire, ils ne quitteraient pas le pays», affirme le directeur zone d'Adecco Maroc. Selon

gnies étrangères offrent régulièrement des formations. Un avantage de taille poussant nos informaticiens à s'expatrier», souligne Ismail Ghorafi.

L'Apebi plaide, par ailleurs, pour la régionalisation. La majorité de l'offre est concentrée sur l'axe Rabat-Casablanca. Des villes où le coût de la vie est plus élevé par rapport aux autres régions. Ceci contribue à l'inflation des salaires. «Aujourd'hui, nous voulons encourager les entreprises à s'installer dans des villes comme Oujda, Fès, Agadir... où elles pourront recruter de jeunes profils avec des rémunérations attractives», explique Saloua Karkri-Belkeziz. Même son de cloche pour Aziz Daddane, président du directoire de S2M. «Nous avons un grand gisement de ressources au Maroc, nous devrions en profiter, mais malheureusement nous manquons d'initiatives public-privé», regrette-t-il. La Fédération des technologies de l'information et de l'offshoring insiste aussi sur le déblocage de la feuille de route de l'agence numérique.

Toutefois, la problématique n'est pas la même pour tous les opérateurs. Pour S2M, la panne d'informaticiens est plutôt légère et touche plus particulièrement les profils spécialisés en outils de développement (Java et autres). «Nous sommes éditeurs de solutions monétiques opérant à l'international dans un secteur de niche, le e-paiement. Cela fait de nous une société plutôt attractive pour les informaticiens», affirme Aziz Daddane. Mais si pour l'éditeur les temps ne sont pas aussi durs, d'autres entreprises galèrent. Pour Atos Maroc, le besoin en informaticiens est important. «Ces profils représentent 85% de nos effectifs, et nous avons un be-

Inciter l'Etat à lancer des formations en IT

L'APEBI, la CDG, le ministère de l'Industrie et des entreprises opérant dans l'offshoring, à savoir: Atos, Capgemini, GFI Informatique, Sofrecom et CGI, ont récemment signé une convention pour le lancement d'une formation en Java /J2E. Financée par la CDG, elle s'étalera sur une durée de 6 mois. «Notre but est de former une cinquantaine de jeunes profils scientifiques en développement informatique», explique Saloua Karkri-Belkeziz, présidente de l'Apebi. Les entreprises partenaires s'engagent à recruter ces jeunes profils au terme de leur formation. «Avec expérience, nous voulons montrer à l'Etat qu'il est possible de former et recruter des profils spécialisés. Notre objectif est de l'inciter à lancer un plan de formation de plus grande envergure», précise-t-elle. □

la présidente de l'Apebi, Saloua Karkri-Belkeziz, d'autres facteurs rentrent en jeu. «Nous manquons de projets innovants et créatifs à même de retenir ces jeunes talents», déplore-t-elle. «Les entreprises doivent également moderniser leur gestion des ressources humaines», ajoute-t-elle. Par ailleurs, pour un métier aussi dynamique, la formation est cruciale. «Contrairement au Maroc, les compa-

soin de 400 ingénieurs en 2018», indique Redouane Mabchour, directeur général d'Atos. Pour pallier ce déficit, l'entreprise a innové en matière de recrutement en organisant, récemment, le «Speed Hiring Events». Ce rendez-vous a réussi à drainer des candidatures des quatre coins du Royaume (voir page VI). □

Tilila EL GHOUARI